

Les proches du pouvoir saluent le report de la date du dialogue interburundais

@rib News, 09/10/2018 – Source Xinhua Dialogue interburundais : Le report de la date de ce dialogue est dû au respect de la commémoration de l'assassinat du Héros de la démocratie Un dirigeant du parti FNL (Front National de Libération) proche du pouvoir a indiqué lundi que le report de la date du dialogue interburundais annoncée par la Facilitation dans ce dialogue pour débiter le 19 octobre 2018 est dû au respect de la commémoration de l'assassinat du Héros de la démocratie, feu Melchior Ndadaye, le 21 octobre 1993.

Jacques Bigirimana l'a exprimé lundi sur les ondes de la radio nationale burundaise. "En date du 21 octobre, le Burundi commémore l'assassinat du Héros de la démocratie, Melchior Ndadaye. Cette démocratie a permis le multipartisme et c'est pourquoi les partis politiques issus de cette démocratie vont célébrer cette commémoration le 21 octobre prochain. Ce sont les partis politiques agréés au Burundi qui ont recommandé de repousser cette date et non le gouvernement du Burundi", a souligné Jacques Bigirimana, président du parti FNL. A côté de ce sentiment de commémorer l'assassinat du président Melchior Ndadaye, Jacques Bigirimana évoque aussi la souveraineté nationale où il indique que dans un pays souverain comme le Burundi, une fête nationale pareille doit être respectée par le Burundi mais aussi par les voisins. "Le Burundi est un pays souverain, indépendant et quand il y a une activité nationale pareille, l'on doit comprendre que c'est une activité qui doit être respectée par les Burundais et par les voisins. Je crois que la Tanzanie dont est ressortissant le Facilitateur dans ce dialogue interburundais (William Mkapa, ndlr) n'est pas loin pour nous aider à célébrer cette fête nationale", a expliqué le président du parti FNL. Il a averti que le jour où ce dialogue interburundais reprendra, il y aura une ligne infranchissable, celle de revenir sur la Constitution récemment votée et promulguée par le Président de la République. "On ne va pas parler des retombées de cette Constitution (Commission Electorale Nationale Indépendante et autres) car cela est déjà terminé. Ce qui est important, c'est de rassurer nos politiciens, nos confrères, nos compatriotes se trouvant à l'étranger pour qu'ils puissent retrouver sans s'inquiéter. S'il y a donc quelqu'un qui cherche à remettre en cause le contenu de la Constitution, ça fera objet de notre retrait du dialogue", a averti J. Bigirimana.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});